

FICHE RECAPITULATIVE

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DOSSIER TECHNIQUE « AMIANTE »

(Art L1334-7 et art R1334-14 à art 1334-29 du code de la santé publique)

NORME NFX 46-020 (décembre 2008)

RAPPORT N° 34454 édité le 23/12/2016

Immeuble objet de la mission :

**CPAM de Meurthe et Moselle
9, Boulevard Joffre
54047 NANCY**

Propriétaire de l'immeuble :

**CPAM de Meurthe et Moselle
9, Boulevard Joffre
54047 NANCY**

Donneur d'ordre : **Mr HENRY**

Opérateur(s) de repérage : **Christophe GUYOT (technicien amiante)**

N° de certification : **N° B2C-0341**

Laboratoire : **Envirotech 50 rue du centre 88200 SAINT NABORD**

Responsable autorisant l'émission du présent rapport : **Mme Frédérique LEVY, Directrice d'Envirotech**

Envirotech est couvert par les assurances spécifiques obligatoires requises auprès de la compagnie A.I.A.C. – 14 Rue de Clichy – 75009 PARIS, police n° 4596720004.

Envirotech est accrédité COFRAC pour le programme 144 conformément à l'arrêté du 6 mars 2003.

-La visite du bien cité en objet s'est déroulée les : 21 et 22/12/2016

-Locaux ou parties du bien cité en objet non visités le jour de la visite : Toutes parties sous tension et pièces fermées à clé. (Cf. croquis)

CONCLUSIONS DE LA MISSION :

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) accessibles susceptibles de contenir de l'amiante repérés par l'opérateur :

Il a été repéré un ou des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante

Cas des Calorifugeages, Flocages et Faux Plafonds (liste A visée par l'art. R.1334-20 du CSP) :

Des Flocages, Calorifugeages ou Faux Plafonds ont été repérés; ils ne contiennent pas d'amiante.

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de la santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) inaccessibles susceptibles de contenir de l'amiante :

Sans objet

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) analysés :

Il a été repéré un ou des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante. Après analyses ils ne contiennent pas d'amiante.

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) reconnus visuellement comme contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur de repérage :

Sans objet

Remarques : Poste transformateur sous tension, en activité au jour de la visite

Fait à Saint-Nabord le 23 décembre 2016 pour faire valoir ce que de droit.

Opérateur de repérage : Christophe GUYOT

**RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX
ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE
POUR L'ETABLISSEMENT DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**

Art L1334-7 et art R1334-14 à art 1334-29 (code de la santé publique)
NORME NFX 46-020 (décembre 2008)

RAPPORT N° 34454 édité le 23/12/2016

Immeuble objet de la mission :

CPAM de Meurthe et Moselle
9, Boulevard Joffre
54047 NANCY

Propriétaire de l'immeuble :

CPAM de Meurthe et Moselle
9, Boulevard Joffre
54047 NANCY



Donneur d'ordre : **Mr HENRY**

Opérateur de repérage : **Christophe GUYOT**

N° de certification: **N° B2C-0341**

Accompagnateur : **Mr SCHEMMEL** (pour partie)

Date de visite du bien cité en objet : **23 décembre 2016**

Laboratoire : **Envirotech 50 rue du centre 88200 SAINT NABORD**

Responsable autorisant l'émission du présent rapport :
Mme Frédérique LEVY, Directrice d'Envirotech

Envirotech 50 rue du Centre - 88200 SAINT-NABORD
Tél : 03.29.22 22 22 Fax. 03.29.22 22 20 www.envirotech.fr
SAS au capital de 40.000 €. Siège social 50 Rue du Centre 88200 SAINT-NABORD
RCS Epinal B409 149 341



Bureau d'étude et laboratoire Envirotech

Rapport en date du 23/12/2016

Rapport d'audit édité en 1 exemplaire original CG/BV dossier N°34454

Le présent rapport comporte 6 pages, hors annexes

Il ne peut être établi de reproduction de ce rapport que sous la forme entière.

Page 1 sur 17

Ce repérage ne constitue pas le repérage avant travaux nécessaire pour la protection des travailleurs prévu par le décret 2006/761, ni le repérage avant démolition visé à l'article R1334-27 du code de la Santé Publique

SOMMAIRE

1) BUREAU D'ETUDE ET LABORATOIRE

2) OBJECTIFS ET RAPPORT DE MISSION de repérage

2.1 Objectifs et conditions d'interventions

2.2. Objet de la mission

3) CONCLUSIONS DU RAPPORT

4) CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

5) ANNEXES

- Certificat : 1 page
- Fiche d'identification et de cotation - Nombre de page(s) : 1
- Plan ou Croquis - Nombre de page(s) : 6
- Photographies - Nombre de page(s) : 1
- Les originaux des rapports d'essai réalisés par notre laboratoire Envirotech Accrédité COFRAC (Programme n°144 / Accréditation n°1-0914), pour les analyses en Microscopie Optique en Lumière Polarisée et pour les analyses en Microscopie Electronique à Balayage – Nombre de page(s) : 1
- Etat de conservation des matériaux et produits - Nombre de page(s) : 0
- Consignes Générales de sécurité - Nombre de page(s) : 2
- Autre(s) document(s) : Sans objet

1) BUREAU D'ETUDE & LABORATOIRE

Le bureau d'études & laboratoire responsables de la mission de repérage sont :

Envirotech 50 rue du centre 88200 SAINT NABORD

Envirotech est couvert par les assurances spécifiques obligatoires requises auprès de la compagnie AXA Courtage auprès de R. BLOUIN et Associés, contrat N° 4596720004.

Les opérateurs Envirotech ayant effectué la mission de repérage sont titulaires d'une attestation de compétence conformément à l'article R1334-29.

L'analyse des prélèvements effectués (s'il y a lieu) a été confiée à un ou des laboratoire(s) accrédité COFRAC pour le programme 144 conformément à l'arrêté du 6 mars 2003.

Le laboratoire Envirotech est accrédité COFRAC pour la Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) et pour la Microscopie Electronique à Balayage (MEB).

2) OBJECTIFS DU RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE

2.1 Objectifs et conditions d'interventions

Nos conditions d'interventions sont conformes aux exigences de la réglementation et des normes en vigueur principalement :

- Article R. 4412-94 à article R. 4412-148 du code du travail relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Instruction de la DGT 2011/10 du 23/11/2011 relative aux mesures à mettre en œuvre en matière de prévention de l'exposition à l'amiante au cours de la période transitoire précédant la réforme réglementaire consécutive aux avis de l'AFSSET et aux résultats de la campagne META.
- Article L4531-1 du code du travail
- articles L. 4111-6 et L. 4412-1 du code du travail
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du Travail.
- Norme NF X46-020 : repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

2.2 Objet de la mission de repérage des matériaux contenant de l'amiante pour la constitution du dossier technique.

(Art L1334-7 et art R1334-14 à art 1334-29 du code de la santé publique)

Le repérage s'applique à tous les Etablissements Recevant du Public de la 1^{ère} à la 5^{ème} catégorie et à tous les immeubles d'habitation comportant plus d'un logement qu'ils appartiennent à des personnes privées ou publiques.

Les établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie devront avoir constitué le dossier technique, tel que défini par la législation avant le 31 décembre 2003. Les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie et **tous les autres types d'immeubles bâtis** à l'exception de ceux comportant un seul logement devront avoir constitué le dossier technique amiante avant le 31 décembre 2005.

Le repérage a pour objectif une recherche et un constat de visu (confirmé par des analyses en cas de doute) de la présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante accessibles sans travaux destructifs selon la liste de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

Cette recherche ne doit comporter aucun démontage hormis le soulèvement de plaques de faux plafonds ou trappes de visites, ni investigation de structures à l'exclusion de la réalisation de prélèvements ou de sondages des matériaux. Conformément à la norme NF X 46-020

En conséquence la responsabilité d'Envirotech ne saurait être engagée en cas de découverte de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos au jour la visite.

Dans l'hypothèse où le repérage des flocages calorifugeages et faux plafonds n'a pas été effectué avant la présente mission, une grille d'évaluation de l'état de conservation selon la législation en vigueur est établie pour chaque prélèvement suite à la découverte d'un flocage ou d'un calorifugeage ou d'un faux plafond contenant de l'amiante et est jointe, si tel est le cas, au présent rapport en annexe.

Pour les autres matériaux et produits de la construction définis dans l'annexe 13-9 leur état de dégradation est précisé selon l'arrêté du 22 août 2002 dans le cas où ils sont à base d'amiante.

3) CONCLUSIONS DE LA MISSION :

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) accessibles susceptibles de contenir de l'amiante repérés par l'opérateur :

Il a été repéré un ou des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante

Cas des Calorifugeages, Flocages et Faux Plafonds (liste A visée par l'art. R.1334-20 du CSP) :

Des Flocages, Calorifugeages ou Faux Plafonds ont été repérés; ils ne contiennent pas d'amiante.

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de la santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) inaccessibles susceptibles de contenir de l'amiante :

Sans objet

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) analysés :

Il a été repéré un ou des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante. Après analyses ils ne contiennent pas d'amiante.

Matériaux et produits visés par l'annexe 13-9 du code de santé publique (liste B visée par art. R.1334-21 du CSP exhaustive) et autres matériaux hors annexe (liste non exhaustive) reconnus visuellement comme contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur de repérage :

Sans objet

Remarques : Poste transformateur sous tension, en activité au jour de la visite.

4) CONDITION DE REALISATION DU REPERAGE

Documents ou informations communiqués par le donneur d'ordre :

- Coordonnées exactes et non équivoques de l'immeuble : oui
- Plans de l'immeuble s'ils existent ou à défaut des croquis : oui
- Documents techniques relatifs à la construction : non
- Contraintes d'accès : Poste transformateur sous tension
- Moyen d'accès à l'immeuble (clés...) : oui
- Moyens techniques (nacelle...) : sans objet
- Autres moyens fournis : sans objet
- Date de délivrance des permis de construire : non
- Condition d'accès et de sécurité décrites : sans objet
- Diagnostic amiante antérieur : /

Date de la visite du bien cité en objet : 21 et 22/12/2016

Opérateur(s) de repérage : Christophe GUYOT

Procédures de repérage : Norme NFX 46-020

Procédures de prélèvements : Procédure Envirotech MOB7/01 PB7/01

Conditions existantes au moment des prélèvements susceptibles d'influencer l'interprétation des résultats des analyses: Néant

Locaux ou parties du bien cité en objet non visités le jour de la visite : toutes parties sous tension et pièces fermées et ne s'ouvrant pas avec le passe fourni par M. Schemmel. (Cf. croquis)

Si des locaux n'ont pas été accessibles par notre technicien le jour de sa visite (locaux listés ci-dessus). Le donneur d'ordre est tenu de rendre accessible ces locaux tout en répondant aux règles de sécurité et d'en informer au plus tôt notre technicien pour programmer une visite complémentaire, afin de répondre aux exigences de la norme NFX 46-020.

Nombre de prélèvements effectués : 1

Nombre de photographies : 1

Ecart(s), Adjonction(s), ou Suppression (s) par rapport à la présente norme : non
(Voir documents ou informations communiquées par le donneur d'ordre)

Analyse des matériaux prélevés:

Les analyses sont exécutées selon la norme MHDS 77 et selon le programme 144 du COFRAC pour les analyses en Microscopie Optique en Lumière Polarisée.

Les analyses en Microscopie Electronique à Balayage sont réalisées selon la norme VDI 3492 et conformément au programme 144 du COFRAC dans l'hypothèse où le laboratoire a estimé le recours à cette méthode nécessaire.

5) ANNEXES

- Certificat : 1 page
- Fiche d'identification et de cotation - Nombre de page(s) : 1
- Plan ou Croquis - Nombre de page(s) : 6
- Photographies - Nombre de page(s) : 1
- Les originaux des rapports d'essai réalisés par notre laboratoire Envirotech Accrédité COFRAC (Programme n°144 / Accréditation n°1-0914), pour les analyses en Microscopie Optique en Lumière Polarisée et pour les analyses en Microscopie Electronique à Balayage – Nombre de page(s) : 1
- Etat de conservation des matériaux et produits - Nombre de page(s) : 0
- Consignes Générales de sécurité - Nombre de page(s) : 2
- Autre(s) document(s) : Sans objet

Opérateur de repérage : Christophe GUYOT



ANNEXES :

Certificat :

 Accréditation n°4-0557 PORTÉE DISPONIBLE SUR www.cofrac.fr	 Bureau Contrôle Certification	N° de certification B2C – 0341
CERTIFICATION attribuée à : Monsieur Christophe GUYOT Dans les domaines suivants :		
Missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	Obtenu le : 15/06/2015	Valable jusqu'au : 14/06/2020*
Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.		
Fait à STRASBOURG, le 15 juin 2015		
		Responsable qualité, Sandrine SCHNEIDER 
<small>*Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs de la surveillance. La conformité de cette certification peut être vérifiée sur le site : www.b2c-france.com</small>		
16 rue Eugène Delacroix • 67200 STRASBOURG • Tél : 03 88 22 21 97 • e-mail : b.2.c@orange.fr • www.b2c-france.com		

FICHES D'IDENTIFICATION ET DE COTATION

Cette fiche ne concerne que les seuls matériaux comportant de l'amiante.

Immeuble : CPAM de Meurthe et Moselle 9, Boulevard Joffre 54047 NANCY

Site : /

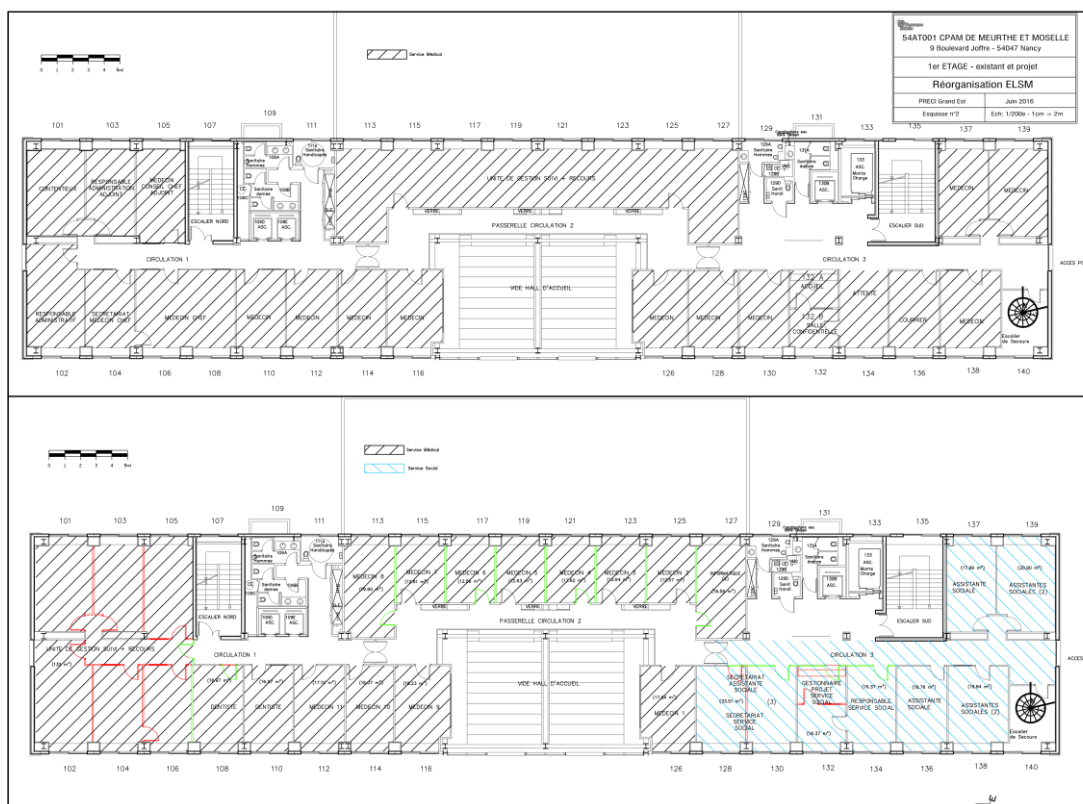
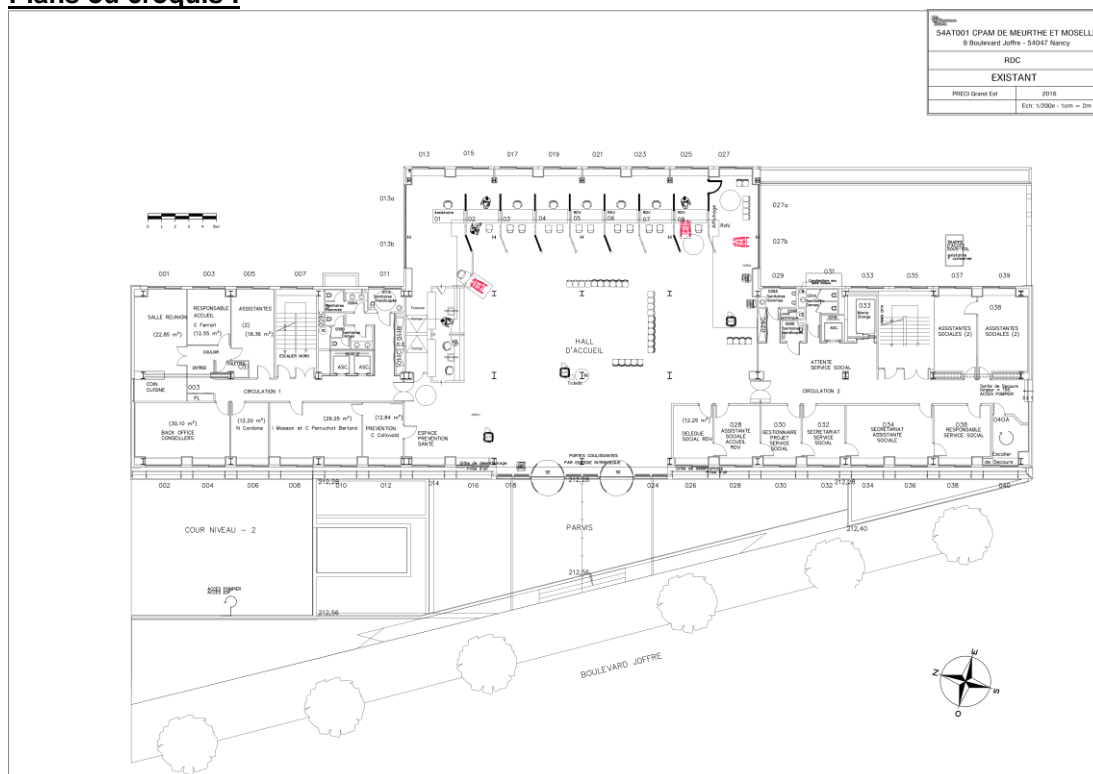
Date de prélèvement : /

TABLEAU RECAPITULATIF :

Numéro de prélèvement	Localisation	Type de matériau	RESULTAT AMIANTE	Etat de dégradation
/	/	/	/	/

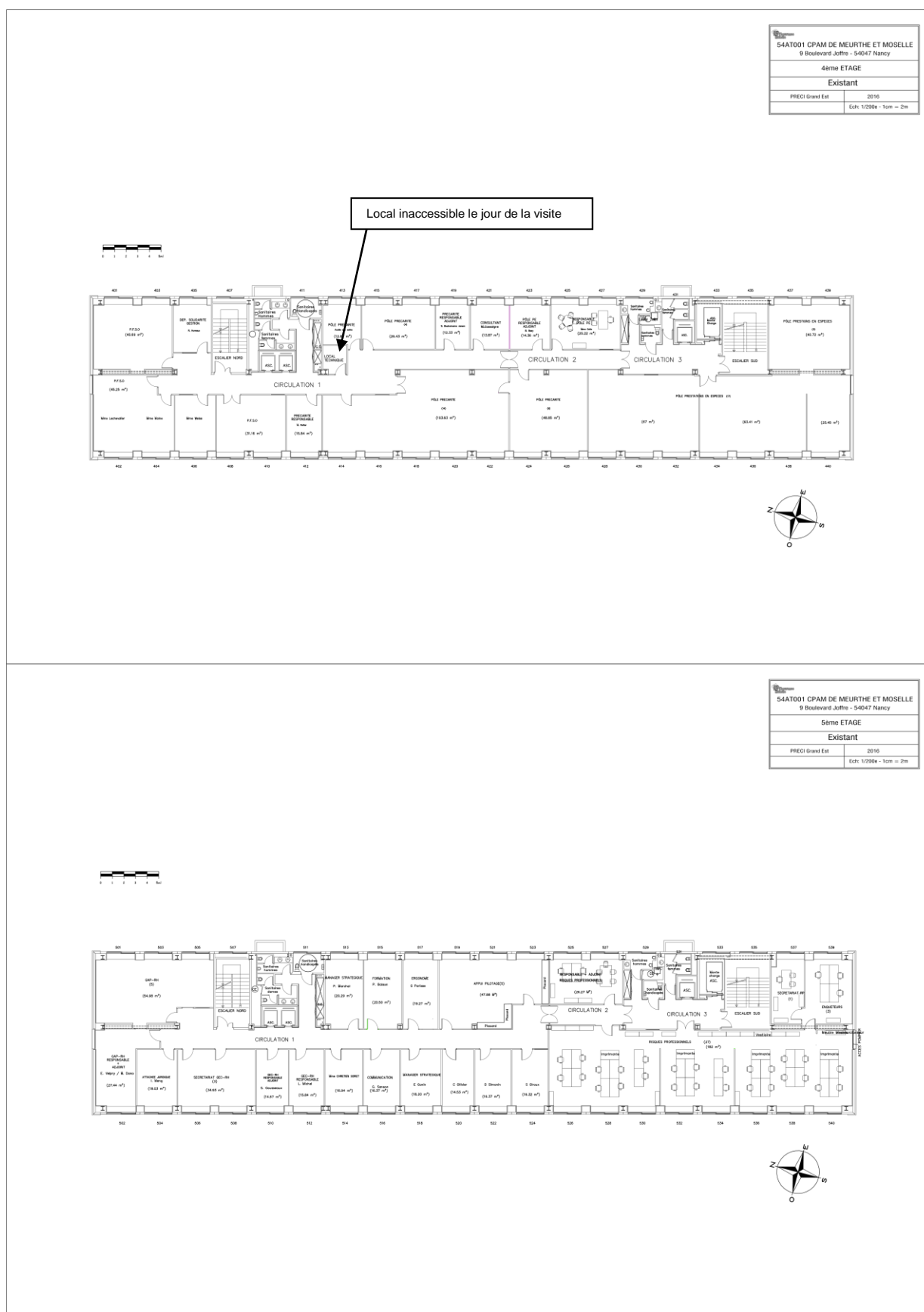
Le(s) matériau(x) dont l'analyse ou le constat visuel a révélé la présence d'amiante, fait (font) l'objet d'un repérage sur croquis et/ou photographies joint en annexe.

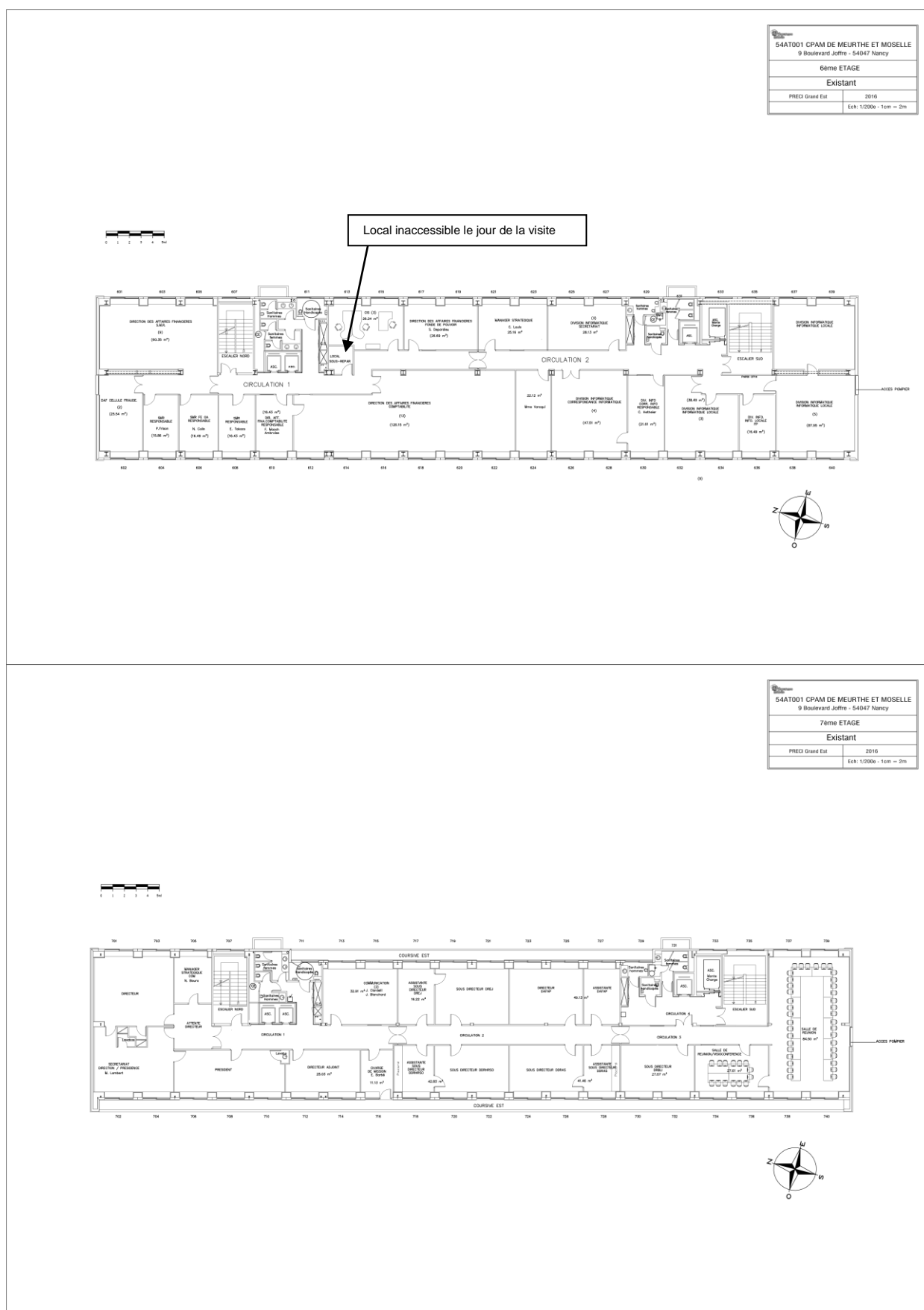
Plans ou croquis :

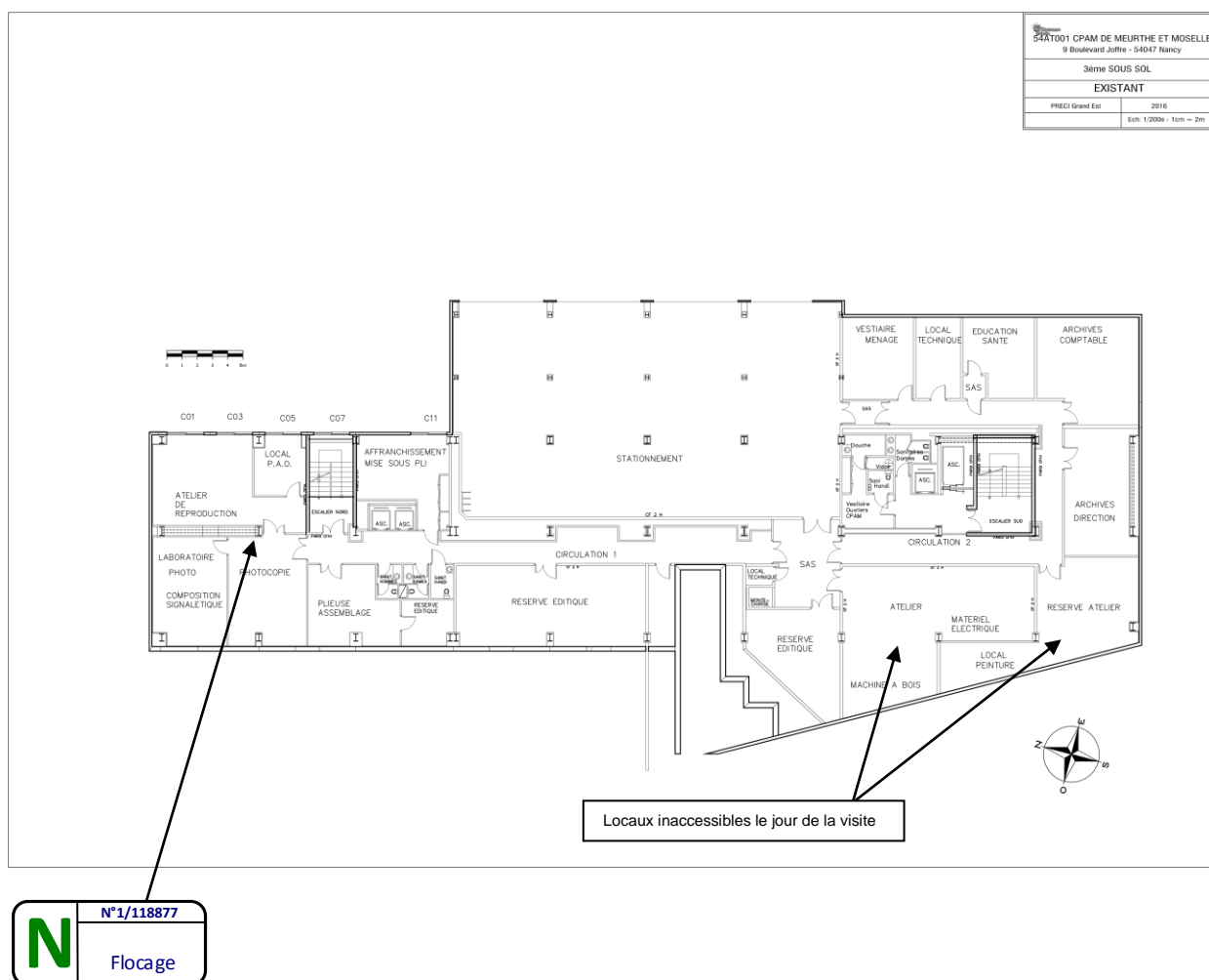


Local inaccessible le jour de la visite

[illegible]







Repérage photographique :



TYPE DE MATERIAU OU PRODUIT :	
Flocage	
PRESENCE D'AMIANTE :	NON
N° Prélèvement/Laboratoire	1/118877

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précautions adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique "amiante" et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n°96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormales ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe 1 du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissés ou tressés, mousse isolante de calfeutrement ...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

2. Information des professionnels

Professionnels: attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers.

Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Consignes générales de sécurité

A-Consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de:

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment);
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocages ou calorifugeages), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment;

- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée:

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussières;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements de protection est recommandé

Des demi-masques filtrants (type FFP 3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets, à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

B-Consignes générales de sécurité relative à la gestion des déchets contenant de l'amiante

Stockage des déchets sur le site

Seuls des matériaux où l'amiante est fortement liée (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockées temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès la sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement liée (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockages pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes, pourvues dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante liée. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur des palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'exploitation de stockage ou du site de vitrification).

Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.